

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 17 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Partie nominative

LANA PAPIERS SPÉCIAUX II

139 Route de La Wantzenau
BP 10018
67000 Strasbourg

Affaire suivie par : HEINTZ Jérémie
Téléphone : 03 88 13 06 25
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006700648 JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 21/11/2023 de l'établissement LANA PAPIERS SPÉCIAUX II, implanté 139, route de La Wantzenau - BP 10018 - 67015 Strasbourg. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Jérémie HEINTZ, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Lasse BRINCK LANA
- Nicolas FLESCHE MJ SYNERGIE Liquidateur judiciaire
- Virginie SCHAFFROTH ARCHIMED Environnement Bureau d'étude
- Manuel DA SILVA CLOSIT gestion technique pour la liquidation judiciaire
- Marc RINALDI ACTA propriétaire
- Francis MEPIEL EDIFIPIERRE Aménageur

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement HEINTZ Jeremie	Par délégation Le chef du pôle Risques Industriels Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 21/11/2023 de l'établissement LANA PAPIERS SPECIAUX II implanté 139, route de La Wantzenau - BP 10018 - 67015 Strasbourg, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 17 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LANA PAPIERS SPÉCIAUX II

139 Route de La Wantzenau
BP 10018
67000 Strasbourg

Références : 0006700648 JH/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement LANA PAPIERS SPÉCIAUX II implanté 139, route de La Wantzenau - BP 10018 - 67015 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANA PAPIERS SPÉCIAUX II
- 139, route de La Wantzenau BP 10018 67015 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société INTERNATIONAL PAPER S.A. a été autorisée à exploiter des installations de la papeterie de la Robertsau par l'arrêté préfectoral 07/06/2000. Elles étaient précédemment exploitées par la société IRIDIUM. Par mail du 08/06/2023, l'exploitant a annoncé son placement en liquidation judiciaire et la fin de ses activités le 19/06/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R 512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notification de cessation d'activité a été faite par mail du 08/06/2023. La visite a permis de constater l'arrêt des activités. Les opérations de mise en sécurité sont en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, notification et mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : Par mail du 08/06/2023, l'exploitant a annoncé son placement en liquidation judiciaire et la fin de ses activités le 19/06/2023. Ceci vaut notification de la cessation d'activité. L'arrêt de l'activité a été constaté. Le site est clôturé et mis sous alarme. La société CLOSIT est en train de réaliser la mise en sécurité (enlèvement déchets et produits, démantèlement des machines,...) pour le compte du mandataire. Une ATTES SECUR sera produite à l'issue de ces opérations.
Type de suites proposées : Sans suite